

**RAPPORT N° 2024/1-09
au Conseil de la Communauté
en séance du jeudi 15 février 2024**

OBJET

Autorisation de signer le Contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de produits et matériaux de construction du bâtiment collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets pour la période 2023-2027

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 25 « Encourager l'implication citoyenne à la réduction des déchets » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

Contexte

Depuis le 1er janvier 2023, tout producteur de produits et matériaux utilisés sur un chantier de bâtiment et d'aménagement liés à son usage, doit adhérer à un éco-organisme, tenu de mettre en place les moyens nécessaires pour assurer la gestion des déchets issus de ces chantiers, jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.

La REP distingue 5 catégories de déchets

- Les 6 flux PMCB (inertes, plâtre, métaux, bois, plastiques, menuiseries vitrée (verre))
- Les déchets dangereux PMCB (produits spécifiques bâtiment et hors périmètre EcoDDS)
- Déchets interdits (amiante liée)
- Flux optionnels (laines de verre, de roche,...)
- Flux résiduels (autres déchets PMCB non obligatoires, déchets non conformes)

Les déchetteries de la CINOR permettent de collecter et trier, à des fins de traitement certains déchets issus du PMCB produits par les ménages et les professionnels (moyennant une tarification pour les professionnels pour tout volume > à 1 m3 pour les flux : bois, plastiques, métaux).

Quatre éco-organismes ont été agréés par les pouvoirs publics pour la gestion de déchets de Produits et Matériaux de Construction du Bâtiment (P.M.C.B.) depuis 16 octobre 2022 :

- Ecominéro, pour la gestion des déchets de PMCB de Catégorie 1 ;
- Ecomaison, pour la gestion des déchets de PMCB de Catégorie 2 ;
- Valdelia, pour la gestion des déchets de PMCB de Catégorie 2 ;
- Valobat, pour la gestion des déchets de PMCB de Catégories 1 et 2.

La catégorie 1 concerne les déchets inertes : béton et mortier, chaux, pierre types calcaire, granite, grès et laves, terre cuite ou crue, ardoise, mélange bitumineux, granulat, céramique,...

La catégorie 2 concerne les déchets non inertes : métal, bois, plastiques, plâtre, menuiseries et laines minérales,...

La filière vise un objectif national, à horizon 2028, de 90% de valorisation dont 45% de recyclage pour les déchets de la catégorie 1 (actuellement à 77% de valorisation dont 39% de recyclage) et 62% de valorisation dont 50% de recyclage pour la catégorie 2 (actuellement à 26% dont 15% de recyclage).

A La Réunion, pour la catégorie 1, ces taux sont déjà quasi atteints actuellement avec un taux de valorisation de 83% et de recyclage de 32%, grâce à la présence suffisante d'installations de traitement des déchets inertes ; ce qui n'est pas encore le cas pour les déchets de la catégorie 2.

L'objectif pour le réemploi est de parvenir à un taux de 5% en 2028 (moins de 1 % actuellement)

Organisation de la filière PMCB

Ce sont ces quatre éco-organismes qui ont créé l'OCA Bâtiment.

Cet éco-organisme coordinateur a été agréé en février 2023. L'OCA Bâtiment vise à proposer une solution facilitatrice aux :

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-CC2024-1-09-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024

- collectivités, en leur proposant un guichet unique pour leur contractualisation avec les éco-organismes ;
- professionnels du bâtiment, notamment par l'élaboration de consignes de tri des déchets communes et harmonisées et également par la mise à disposition d'une cartographie des points de collecte ;
- particuliers détenteurs de déchets du bâtiment qui, via la cartographie, trouvent facilement un site pour se défaire des déchets du bâtiment.

Cette filière REP (responsabilité élargie des producteurs) PMCB est actuellement en déploiement sur l'ensemble du territoire national. En effet, chaque éco-organisme doit faire adhérer les producteurs/metteurs sur le marché, et trouver des points de maillage ou de reprise pour créer un réseau de proximité garantissant un haut niveau de service présent tous les 10 km (ou 20 km en zone peu dense).

Ces points peuvent être des déchèteries publiques, des déchèteries privées, des distributeurs, etc. Des contrats types ont été élaborés. Celui concernant les déchèteries publiques entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date de signature par la collectivité et prend fin au plus tard le 31 décembre 2027. Un point de maillage doit accepter 6 flux et dispose d'une zone de réemploi.

Un point de reprise offre au minimum un flux. Les 6 flux concernés sont : les inertes (gravats), les métaux, le plâtre, le bois, les plastiques, les menuiseries vitrées. La prise en charge par l'éco-organisme est selon le flux : soit opérationnelle (mise à disposition de contenant, collecte et traitement par l'éco-organisme ou son prestataire), soit financière (un soutien à la collectivité pour les charges supportées) (cf annexes).

Les déchèteries publiques peuvent faire partie du réseau de points de reprise ou maillage accessibles sans frais aux professionnels.

La mise en place de la filière REP PMCB à La Réunion :

1- Modalités de technique

Ecominero est l'éco-organisme désigné pour la catégorie 1 (inertes) et Ecomaison pour la catégorie 2 (non inertes).

Actuellement, les déchèteries du territoire réceptionnent les 6 flux concernés. Cependant, le flux plastiques et menuiseries vitrées ne sont pas séparés et sont déposés dans la benne « encombrants ».

Il est à noter que la CINOR, la CIREST, et le TCO se sont vu interdire l'enfouissement du plâtre au mois d'Octobre 2023 afin de respecter la réglementation en vigueur. Une demande de dérogation a été faite auprès de la Préfecture et accordée avec un délai dérogatoire n'excédant pas le 22 février 2024 le temps de contractualiser avec la filière REP pour une prise en charge totale du flux plâtre.

Le contrat d'OCAB Bâtiment propose la prise en charge du flux plâtre de qualité 2 en mode opérationnel. Celui-ci sera collecté dans les 9 déchetteries de la CINOR équipées des bennes plâtres.

Pour ce qui concerne le plâtre, la qualité 2 (flux propres et secs) est composée des plaques de plâtre sans isolant enrobé d'une feuille de carton, dalles de plafond en plâtre, carreaux de plâtre, cloisons alvéolaires, produits moulés en plâtre non fibrés (corniche, plinthes ou rosaces).

La qualité 2 peut comporter exclusivement des revêtements de type papiers peints et peinture. Il s'agit de déchets de plâtre avec moins de 1% d'impureté.

Toute benne de plâtre contenant plus d'1% d'impureté n'entre pas, pour l'instant, dans la gestion opérationnelle de la REP. Aussi, il est demandé à l'OCAB de faire évoluer les consignes de tri vers la qualité 1 au plus vite afin que tous les déchets de plâtre soient intégrés à la filière du BTP.

La non prise en charge de la qualité 1 (plâtre avec d'autres matériaux – faïence, vinyle, hydrofuge...) engendrera une problématique de sur-tri pour les professionnels sur leur chantier et en déchetterie et à défaut, des surcoûts pour la collectivité dans la gestion des refus possibles. Il semble impératif à la Collectivité d'intégrer l'ensemble des déchets du plâtre dans la filière REP. La reprise du plâtre, trié suivant les consignes imposées, propre et sec, deviendra gratuite pour les professionnels.

Aussi, compte tenu des standards de tri imposés par la filière, à ce jour, seul le flux plâtre répond aux prescriptions techniques de la filière raison pour laquelle la contractualisation porte sur le flux plâtre, la prise en charge des 5 autres flux du PCMB étant tributaire de la qualité tri, l'élargissement aux autres flux se fera progressivement.

2- Modalités financières

Le contrat PMCB prévoit des modalités de prise en charge et de collecte différentes en fonction des catégories de flux sur chaque déchetterie.

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-CC2024-1-09-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024

Pour tous les flux : Un soutien forfaitaire « Bennes/Contenants » de 1 à 30m3 de 1350 € par déchetterie pour la mise à disposition d'espace d'installation

Pour les flux en opérationnel : le transport et le traitement sont à la charge de l'Eco-organisme

Pour les flux en financier : Soutien de l'Eco-organisme pour prendre en charge le transport et le traitement avec un montant différencié en fonction du mode de valorisation et au prorata des tonnages de PMCB.

Autres soutiens : Pour la saisie d'un bordereau 50ct €/ bordereau de dépôt validé dans le système d'information

Soutien communication : 5 cts €/hab/an

Soutien réemploi : 500 €/an par déchetterie

Une estimation du soutien financier annuel basée sur une collecte séparée du flux plâtre a été réalisée (cf. annexes) et aboutit à :

- une recette de l'ordre de 22 900 €/an pour le flux plâtre sans compter l'effacement des dépenses de gestion en déchetterie évaluées à 158 400 € compte tenu de la prise en charge opérationnelle de ce flux par la filière (.un coût évité par an d'environ 31 930 € HT pour la collecte et d'environ 126 470 € HT pour le traitement).

Cette estimation sera consolidée avec le simulateur fourni par l'OCA-Bâtiment dans les prochains jours et permettra d'établir le meilleur scénario technique et économique pour l'ensemble des déchèteries. En effet, différentes techniques sont possibles (collecte séparée, collecte conjointe, collecte en mélange, collecte multi REP expérimentation) (cf annexe). Au vu de l'intérêt technique et financier de la mise en place de cette filière sur les déchèteries du territoire, il est proposé de signer le contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de produits et matériaux de construction du bâtiment, collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets.

3- Planning de mise en œuvre

Le contrat entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la date de signature par la CINOR et prendra fin au plus tard le 31 décembre 2027. La prise en charge opérationnelle entrera en vigueur dans un délai maximum de 2 mois après l'entrée en vigueur du contrat.

Je vous propose donc de bien vouloir :

- Approuver les dispositions du Contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de produits et matériaux de construction du bâtiment collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets pour la période 2023-2027
- Autoriser le président à signer tous les actes relatifs à cette affaire (conventions, annexes ...) avec les Eco-organismes agréés pour la filière PMCB

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DELIBERATION N° 2024/1-09
du Conseil de la Communauté
en séance du 15 février 2024**

OBJET :

Autorisation de signer le Contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de produits et matériaux de construction du bâtiment collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets pour la période 2023-2027

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (livre II/La coopération intercommunale – Titre 1^{er}/Etablissements Publics de Coopération Intercommunale – Chapitre 1^{er}/Dispositions communes – Chapitre VI/Communauté d'Agglomération) ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de Communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes CINOR ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Sur l'avis des commissions Environnement et Administration/Finances joints en annexe ;

Sur le RAPPORT n° 2024/1-09 du Président ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1 :

Approuve les dispositions du Contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de produits et matériaux de construction du bâtiment collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets pour la période 2023-2027

ARTICLE 2 :

Autorise le président à signer le président à signer tous les actes relatifs à la prise en charge des déchets issus de produits et matériaux de construction du bâtiment collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets pour la période 2023-2027 avec les Eco-organismes agréés pour la filière PMCB.

Nombre de votants : 45 (dont 6 procurations)
Suffrages exprimés : 45
Vote pour : 45
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte Clotilde

12 2 FEV 2024

Le Président
Maurice CIRONCEL
Accusé de réception en préfecture
974-249740419-20240215-CC2024-1-09-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception en préfecture : 23/02/2024